



19^{ème} session du Conseil des droits de l'homme - Débat urgent sur la situation des droits de l'homme et humanitaire en République Arabe Syrienne
Intervention de Monsieur Jean FEYDER, Représentant permanent du Grand-Duché de Luxembourg - (Genève, le 1^{er} mars 2012)

Madame la Présidente,

Le Luxembourg se rallie à la déclaration faite par le Portugal au nom de l'Union européenne. Nous saluons la tenue de ce débat qui montre la capacité de notre Conseil de réagir avec promptitude face à des situations d'urgence.

En effet, en Syrie, plus de 7 000 personnes ont trouvé la mort à la suite de la répression exercée depuis un an contre la population et des violations massives des droits de l'homme. Jour après jour, les médias nous font parvenir les images et des informations de civils massacrés, d'attaques brutales menées contre des manifestants, d'enfants torturés, de traitements inhumains pratiqués même dans des hôpitaux, de villes bombardées comme de celle de Homs. Un drame humanitaire se développe alors que des milliers de civils cherchent refuge à l'étranger. Des journalistes sont tués ou gravement blessés. La Commission d'enquête fait, une nouvelle fois, état dans son dernier rapport, de crimes contre l'humanité, dont sont responsables les plus hautes autorités de l'Etat.

La semaine passée, notre Ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a pris part à la Conférence du «groupe d'amis pour la Syrie» qui s'est tenue à Tunis. Le Luxembourg continuera à appuyer ce peuple courageux dans ses efforts pour parvenir à une solution pacifique, garantissant la démocratie, le respect des droits de l'homme, les droits des minorités ainsi que la dignité à tous les Syriens.

Le Luxembourg a coparrainé la résolution soumise à ce Conseil. Les violations flagrantes des droits de l'homme sont à condamner sans réserve. Elles doivent s'arrêter sans délai. Les autorités doivent d'urgence coopérer avec les organisations humanitaires internationales pour assurer l'accès des populations, et notamment celle de Homs, aux vivres, aux médicaments et aux traitements. Une fin immédiate est à mettre aux bombardements de Homs. Les responsables des atrocités commises ont à répondre de leurs actes.

Enfin, nous appuyons tous la mission de Mme Valerie Amos et celle de M. Kofi Annan.

Je vous remercie.